

MUNICIPALITÉ DE SAINT-ALPHONSE-DE-CAPLAN

RÈGLEMENT N° [350-2025]

remplaçant et abrogeant le Règlement n° 241-2007 et établissant les règles de contrôle et de suivi budgétaires ainsi que la délégation du pouvoir d'autoriser des dépenses

ATTENDU que le conseil doit adopter un règlement en matière de contrôle et de suivi budgétaires;

ATTENDU que ce règlement doit prévoir un moyen de garantir la disponibilité des crédits préalablement à toute autorisation de dépense;

ATTENDU qu'il y a lieu d'actualiser et de simplifier le cadre en remplaçant le Règlement n° 241-2007;

EN CONSÉQUENCE, le conseil **décète** ce qui suit :

CHAPITRE I — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1 — Objet

Le présent règlement établit les **règles de contrôle et de suivi budgétaires** et fixe la **délégation du pouvoir d'autoriser des dépenses** au sein de la Municipalité.

Article 2 — Définitions

Aux fins du présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent :

- a) **Crédits disponibles** : sommes dûment affectées par le conseil et non engagées, permettant d'imputer une dépense.
- b) **Dépense** : tout engagement financier, y compris la conclusion d'un **contrat**.
- c) **Déléataire** : titulaire d'un pouvoir d'autorisation conféré par le présent règlement.
- d) **Gestion contractuelle** : règles d'adjudication et de gestion contractuelle applicables à la Municipalité.

CHAPITRE II — PRINCIPES ET AFFECTATION DES CRÉDITS

Article 3 — Affectation des crédits

Les crédits nécessaires aux activités de la Municipalité sont affectés par le conseil par :

1. l'adoption du **budget annuel** ou d'un budget supplémentaire;

2. l'adoption d'un **règlement d'emprunt**;
3. l'adoption d'une **résolution ou d'un règlement** affectant des sommes (surplus, réserves, fonds réservés, revenus excédentaires).

Article 4 — Certificat de disponibilité des crédits

Aucune dépense ne peut être autorisée sans la **certification préalable** de la disponibilité des crédits par le(la) trésorier(ère) ou la personne autorisée.

CHAPITRE III — AUTORISATION DES DÉPENSES ET DÉLÉGATION

Article 5 — Règle générale

Toute dépense doit être **autorisée** par le conseil **ou** par un **délégataire** conformément au présent règlement, et **certifiée** quant à la disponibilité des crédits (art. 4).

Article 6 — Délégation et seuils (montants hors taxes, par dépense ou par contrat)

- a) **Directeur(trice) général(e)** : jusqu'à **15 000 \$**;
- b) **Directeur(trice) général(e) adjoint(e)** : jusqu'à **5 000 \$**;
- c) **Directeur(trice) des travaux publics / voirie** : jusqu'à **2 000 \$**.

6.1 Interdiction de fractionnement. Il est interdit de scinder une dépense ou un contrat pour contourner les seuils.

6.2 Gestion contractuelle. Toute autorisation doit respecter les règles d'adjudication et la politique/règlement de gestion contractuelle applicables.

6.3 Signature. Le(la) délégataire peut signer tout document requis pour donner effet à l'autorisation.

6.4 Engagement pluriannuel. Un engagement au-delà de l'exercice en cours requiert, selon le cas, l'autorisation du conseil et la disponibilité des crédits dans l'exercice visé.

Article 7 — Dépenses non prévues au budget

Pour toute dépense non prévue au budget mais couverte par une affectation (art. 3), un **certificat** du(la) trésorier(ère) est requis avant l'autorisation.

Article 8 — Urgence

En cas d'**urgence** pour protéger des personnes, des biens ou éviter un préjudice sérieux, un délégataire peut engager la dépense strictement nécessaire, sous réserve de :

- a) **certification** des crédits si possible;
- b) **reddition de comptes** au conseil à la première séance ordinaire suivant l'engagement, aux fins de **ratification**.

CHAPITRE IV — PAIEMENT, CONTRÔLES ET REDDITION

Article 9 — Paiement de certaines dépenses récurrentes

La(Le) trésorier(ère) ou la(le) trésorier(ère) adjoint(e) est autorisé(e) à **payer**, sur réception des pièces justificatives et **si dûment autorisées** et budgétées, les dépenses suivantes :

1. services publics (électricité, téléphonie), produits pétroliers, frais postaux et bancaires;
2. primes d'**assurance** et **immatriculations**;
3. rémunération et allocations des élus, rémunération du personnel (permanent, saisonnier, occasionnel) selon les échelles en vigueur;
4. **remises gouvernementales** et contributions obligatoires;
5. **assurances collectives** et avantages sociaux;
6. **remboursement des emprunts** (capital, intérêts) et obligations statutaires;
7. **contrats** et factures découlant d'une autorisation valide.

Un **rapport** des paiements effectués est déposé au conseil à la **séance ordinaire suivante** (sauf paie et contrats récurrents déjà autorisés, qui sont présentés en sommaire).

Article 10 — Modalités internes de contrôle

Le conseil peut, par **résolution**, établir des **modalités administratives** (ex.: formulaires de demande d'achat, numéros d'autorisation, approbations internes). Ces modalités ne limitent pas les **seuils de délégation** prévus à l'article 6; elles visent la **traçabilité** et la **gestion**.

Article 11 — Suivi budgétaire et comparatifs

Le(la) trésorier(ère) prépare et dépose au conseil les **états comparatifs** requis (revenus/dépenses) selon les périodes ou modalités prévues par la loi.

Article 12 — Reddition de comptes sur les autorisations déléguées

Le(la) directeur(trice) général(e) **dépose mensuellement** au conseil un **registre** des autorisations données en vertu de l'article 6, indiquant pour chacune : le **délégataire**, l'**objet**, le **montant**, l'**imputation budgétaire** et, le cas échéant, la **référence contractuelle**.

CHAPITRE V — DISPOSITIONS FINALES

Article 13 — Abrogation et remplacement

Le **Règlement n° 241-2007** est **abrogé**. Le présent règlement le **remplace** en totalité. Toute disposition antérieure **incompatible** est également abrogée.

Article 14 — Publication et disponibilité

Le présent règlement est **publié** conformément à la loi et rendu **disponible au public**, notamment par affichage et sur le **site Internet** de la Municipalité, lorsque requis.

Article 15 — Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur **conformément à la loi**.

AVIS DE MOTION donné le : **15 septembre 2025**

ADOPTÉ à la séance du : **1^{er} octobre 2025**

PUBLIÉ le : **3 octobre 2025**

— **Josiane Appleby**, maire/mairesse

— **Jordan Charest**, directeur général et greffier-trésorier